

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en

ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Spécial dossier

N° 277 du 31.10

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>.

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Dossier

3-1 Point de vue de Wa'il Karim : Pas d'union, sauf si elle basée sur la résistance.

3-2 Point de vue de Michel Warschawski : Pas une rencontre de paix, mais une conférence de guerre.

3-3 Sergio Yahni : A propos d'un échec annoncé.

3-4 Point de vue de Moustapha Al-Barghouthi : «La conférence de paix n'est qu'une chimère».

3-5 Point de vue de Bernard Ravenel : Conférence de paix ou conférence de guerre ?

3-6 Zighalar est d'avis que l'occupation est la plus mauvaise de l'histoire.

3-8 Point de vue de Ron Bousso: Israël pourrait payer le prix fort pour une offensive dans la bande de Gaza.

3-9 Analyse de Sabbah : Apartheid israélien : Saviez-vous ?

3-10 El Hassan bin Talal : UE : un rôle payant au Moyen-Orient.

Pièce jointe

Les sanctions d'israel contre le peuple pelestinien.

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Point de vue de Wa'il Karim : Pas d'union, sauf si elle basée sur la résistance.

L'automne approche. Le temps où les feuilles quittent leurs branches approche. Le temps où les grands slogans qui accompagnent la cause palestinienne depuis son berceau tombent approche.

Nous devons alors nous arrêter pour nous donner le temps nécessaire pour lire les développements de la situation, loin de tous ces embellissements. Et pour ensuite revoir les différentes positions nous permettant de lire ce qui viendra.

Tout d'abord, il faut se rendre compte que la formule de « la guerre préventive contre le terrorisme » comme titre de la politique américaine dans la région est venue remplacer le projet prétendant répandre la démocratie dans la région qui avait connu un échec fulgurant. La nouvelle formule nous informe que nous sommes sur le seuil d'une période sérieuse et dangereuse en ce qui concerne le conflit arabo-sioniste. C'est une période qui comporte de nombreuses données et formules. La plus importante parmi elles reste la volonté de vider la cause palestinienne de tous ses sens, de l'éloigner de sa profondeur arabo-islamique, en préparation pour sa liquidation, pour la façonner aux mesures américano-sionistes. C'est une période où les néo-libéraux auront un rôle actif dans la politique palestinienne et dans l'exécution de tous ces agendas suspects.

En plus de tout cela, toute la région arabe ne dira plus non, surtout après qu'une douzaine de pays arabes normaliseront leurs relations avec l'Entité sioniste et feront un échange diplomatique avec elle, une préparation pour casser l'axe de résistance représenté concrètement par l'Iran, la Syrie, le Hezbollah et la résistance palestinienne...

En ces temps où sur la scène palestinienne se bagarrent, depuis Oslo, les frères, les partenaires de sang et de souffrance, nous devons tirer des leçons, être honnêtes avec nous-mêmes et lire les indications dangereuses qui commencent à paraître à l'horizon. Nous devons nous libérer de notre appartenance partisane afin que notre lecture et nos décisions soient le fruit de notre réelle appartenance, véridique... La conspiration est dangereuse. Nous devons être à la hauteur, être conscients de ce qui se passe, de toutes ces conspirations poussant vers la confrontation et même vers le combat. Il est certain qu'il y a ceux qui allument la brèche et mettent l'huile sur le feu.

Tout le monde sait de façon certaine que la bande d'Oslo prend l'Organisation de la Libération de la Palestine (OLP) par la gorge. Elle conduit la cause, la patrie et le peuple vers l'autel américano-sioniste avec le soutien des modérés arabes soutenant la conférence d'Annapolis. Les politiciens de l'Entité sioniste ont cependant confirmé qu'il n'y aura point de négociations sur les questions de la position finale ; il n'y aura que des déclarations de principe, rien de plus... Il n'y aura qu'une nouvelle feuille de route comme unique récompense pour les Arabes modérés et la bande d'Al-Muqatta'a. Pour sa part, l'Entité sioniste aura tout, la légitimité, l'échange diplomatique, la normalisation avec des pays arabes. Tout cela aura des effets catastrophiques sur la cause palestinienne, les plus graves sur la cause palestinienne depuis qu'elle est devenue la première cause arabe, moralement et concrètement...

Face à toutes ces ardentes agitations préparant le terrain pour la conférence organisée pour annoncer la mort de la cause palestinienne, il y a un calme. Un vide. Une corrosion au niveau des positions et des mouvements sur le terrain visant à faire face au danger à venir, de la part des factions nationales palestiniennes...

Ce qui est étrange dans cette affaire, c'est que ces factions se revendiquent toutes de la ligne qui refuse Oslo et ses conséquences. Cependant, elles n'ont de moyen pour exprimer leur existence, pour dire qu'elles sont encore vivantes et autre que des déclarations sporadiques, vides de contenus, vides de tout impact concret...

Le plus dangereux encore dans l'affaire, c'est que devant l'incapacité de ces factions et de leur corrosion en ce qui concerne ce grand massacre qui attend la cause et la patrie, il y a ces déclarations appelant à l'union nationale entre les mouvements du Hamas et du Fatah, des appels qui viennent après que Mahmoud Abbas avait exprimé son inclinaison totale devant la vision américano-sioniste du conflit. Cette vision ne veut que brader tous les droits et tous les principes nationaux pour lesquels le peuple palestinien a donné des sacrifices inestimables afin de les défendre.

Nous devons alors nous arrêter devant les réalités toutes nues, sans embellissement, sans jonglerie. Le stade à venir est trop dangereux pour que nous puissions mettre nos intérêts partisans en avant, à la tête de la liste de nos priorités, pour que nos positions soient prises de façon à ce qu'elle aillent de pair avec les intérêts de nos partis...

Pour nous tous, l'unité nationale est une requête essentielle, un besoin fondamental pour la scène politique intérieure palestinienne.... Cependant, cette unité ne se réalise pas toute seule, sans conditions préalables. Sans ces conditions, l'union ne sera qu'un outil manié par les bandits d'Al-Muqatta'a au service d'agendas suspects visant à la liquidation de la cause palestinienne et voulant faire la concession de tous les droits et principes...

L'unité nationale doit être basée sur des affaires communes qui rassemblent la scène palestinienne avec tous ses horizons, toutes ses couleurs... L'unité nationale doit alors être établie sur l'interdiction de toute concession des droits et des principes palestiniens, sur l'idée que la résistance reste le choix stratégique, loin de toute anarchie, loin de tous ces décrets présidentiels avec lesquels les bandits d'Al-Muqatta'a croient pouvoir interdire et proscrire la résistance en application des accords Cabélenki-Al-Yahya, entre autres ! L'unité nationale exige de tout le monde de quitter le conflit idéologique et les zones de pouvoir pour aller vers la géographie politique où le conflit sera entre ceux qui croient à ces principes et ceux qui y sont contre...

En outre, une nouvelle lecture des élections de janvier 2006 s'impose. L'expérience a prouvé que la décision du Hamas de participer aux élections législatives conduisant vers une légitimité de représentation donnée par le peuple palestinien a été sage. Elle s'est basée sur une vision et une stratégie bien claires et précises, une préparation pour la période à venir et pour faire face à toutes ces conspirations qui se trament contre la résistance et contre son projet. On n'a pas grand chose pour prouver ces faits. Il suffit de regarder ce qui se passe en Cisjordanie où ces bandits mettent la main sur le pouvoir et entament une affreuse campagne contre la résistance palestinienne et ses branches militaires... Par contre, la résistance reçoit tous les soutiens nécessaires du gouvernement de la bande de Gaza qui considère la résistance comme un choix stratégique et légitime contre lequel personne ne doit conspirer...

En somme, l'union nationale reste un souhait essentiel pour toutes les tendances palestiniennes. Elle est réalisable en répondant présent à l'appel du frère Ahmed Jibril invitant les factions palestiniennes qui refusent Oslo et les frères du mouvement du Fatah à se rassembler en novembre dans la capitale syrienne Damas afin de discuter de tout ce qui concerne la cause palestinienne et pour mettre en place un comité composé de toutes les factions palestiniennes. Un comité dont les membres seront élus selon des règles votées par une conférence qui sera organisée dans les territoires palestiniens de la Cisjordanie, de la bande de Gaza, des territoires occupés en 1948 et des Palestiniens de l'étranger, organisée en respectant les réalités du terrain quant aux mouvements du Hamas et du Jihad Islamique et à leur poids considérables dans la rue palestinienne. Elle travaillera aussi pour reprendre l'Organisation de la Libération de la Palestine (OLP) de la main des bandits d'Al-Muqatta'a qui en profitent pour mettre à exécution leurs conspirations et leurs crimes...

C'est ainsi que nous voyons l'unité nationale qui sera une sorte de protection pour la cause et pour la patrie contre toutes ces conspirations de liquidation et de gaspillage. Encore une fois, toutes les factions palestiniennes doivent se libérer de leurs intérêts partisans et regarder en face la situation aussi dangereuse. Tout le monde doit appeler à l'union sur la base des principes uniquement et non sur l'équilibre des forces. Sinon, le peuple palestinien ne pardonnera quiconque participera à la conférence d'Annapolis directement ou indirectement, préparant le terrain pour mettre en application ses décisions et ses conspirations destinées à affaiblir le mouvement du Hamas, le projet et le protecteur de la résistance et ses agendas !

Article de Wa'il Karim

23-10

3-2 Point de vue de Michel Warschawski : Pas une rencontre de paix, mais une conférence de guerre.

Pour se faire une opinion sur une conférence, on estime habituellement qu'il importe d'abord de savoir quels en seront les participants. Je pense, quant à moi, que la véritable question devrait toujours être : « Qui n'a pas été invité ? ».

Une rencontre pour la paix portant sur le conflit israélo-palestinien où le Hamas n'est pas invité n'est pas une rencontre pour la paix, mais une conférence pour la guerre, contre, entre autres, le Hamas et la part importante de la population palestinienne de Cisjordanie et de Gaza qui a voté pour une majorité Hamas au Conseil législatif palestinien.

Le contexte stratégique de la conférence d'Annapolis se place dans la stratégie néo-conservatrice pour une guerre globale, sans terme et préventive, contre « la menace islamique », ce que les fondamentalistes de la droite chrétienne US qui conseillent le président George W. Bush appellent avec simplicité et sans qu'il soit besoin d'euphémisme, « la guerre contre l'Islam ». Le Hamas n'est qu'une cible, à laquelle il faut ajouter l'Iran, le Hezbollah au Liban et éventuellement la Syrie, bien que le régime syrien soit un régime laïc qui a massacré plus d'islamistes que tout autre Etat du Moyen-Orient. Mais qui s'en soucie ? Pour certains des néo-conservateurs inexorables qui sont toujours autour de Bush, tous les Arabes sont musulmans, et tous les ennemis de Washington sont les cibles de la croisade américaine pour défendre la civilisation dite judéo-chrétienne contre la menace de l'Islam, même si cette menace s'appelle Hugo Chavez ou Evo Morales.

Pendant sa visite au Moyen-Orient, la secrétaire d'Etat, Condoleezza Rice, a disposé ses troupes pour la guerre à venir, distribuant l'argent aux pays mercenaires, menaçant ceux qui hésitent encore et donnant ses dernières instructions au gouvernement israélien. Le front des « Etats modérés », comme le département d'Etat ose appeler les Etats vassaux de Washington, devrait maintenant être prêt pour la guerre, et la conférence d'Annapolis fera office de première réunion du « cabinet de guerre » de cette guerre.

Il y a pourtant un élément qui manque dans les préparations américaines : quelles seront les représailles iraniennes et combien coûtera en hommes et en matériel une telle guerre ? Téhéran n'est pas Gaza, et l'Iran a les

moyens de répondre à une agression israélo-américaine. Les habitants de Tel Aviv pourraient bien être de ceux qui vont payer très cher les plans déments de George W. Bush... lequel ne s'en préoccupe pas beaucoup. La dernière déclaration du fou de la Maison-Blanche fait froid dans le dos : il met en garde contre une « Troisième Guerre mondiale » ! « Mise en garde » est l'expression néo-conservatrice pour dire « menace ». En bref, dans sa complète folie, Bush menace de lancer une guerre nucléaire au Moyen-Orient, une guerre qui, facilement, pourra se propager au monde entier. Dans leur cynisme absolu, les néo-cons présentent cette guerre comme une guerre « pour la défense des Juifs ». Les Juifs, pris comme prétexte d'une nouvelle croisade conduite par les fondamentalistes chrétiens, et l'Etat d'Israël comme tête de pont de la guerre de défense de la civilisation judéo-chrétienne !

Non, merci ! Nous, les Juifs, nous aurons à payer deux fois, et un prix très élevé, pour cette guerre : d'abord en étant les bataillons de pointe des croisés et ensuite comme boucs émissaires, quand cette guerre sera perdue. Il ne fait aucun doute que lorsque l'aventure US arrivera à son terme, dans un fiasco sanglant, ces mêmes dirigeants qui se sont servis des Juifs comme prétexte accuseront les Juifs de leur échec. Nul besoin d'être prophète pour prédire que les fondamentalistes chrétiens qui entourent Bush et poussent à un « clash des civilisations » - qui sont des super-sionistes et des antisémites archi-convaincus - s'en prendront, une fois encore, aux Juifs pour la crise dans laquelle la sainte croisade, qui fut la leur, contre l'Islam aura conduit le monde occidental.

Il faudrait qu'une voix juive, forte, en Israël comme dans le monde entier, se lève pour dire au monde : « Pas en notre nom ! Ne vous servez pas des Juifs comme prétexte à votre agression impériale ! » Malheureusement, et on peut dire tragiquement, à Annapolis, les deux Ehud, Olmert et Barak, feront exactement le contraire, ils feront le jeu et la propagande des pires antisémites de notre époque : ils offriront spontanément notre nation et les Juifs du monde entier pour qu'ils soient, ensemble, l'outil principal de la Troisième Guerre mondiale.

Que Dieu nous aide, ou quiconque d'autre qui puisse arrêter cette folie !

Michel Warschawski

publié le mardi 23 octobre 2007

<http://www.alternativenews.org/blogs/michael-warschawski/not-a-peace-meeting-but-a-war-conference-20071022.html>

publié en français par 22 octobre 2007 par la CCIPPP <http://www.protection-palestine.org/spip.php?article5535>
Blog de Michel Warschawski sur Alternative Information Center - traduction : JPP

3-3 Sergio Yahni : A propos d'un échec annoncé.

Questions : Israël et les Etats-Unis agiront-ils seuls contre la Syrie et l'Iran ? Qu'arrivera-t-il au gouvernement Abou Mazen-Fayyad ?

Le processus de paix israélo-palestinien se trouvait déjà dans l'impasse en 1995, quelques mois avant que le Premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, ne soit assassiné.

Réagissant à la rupture du consensus national israélien et aux troubles sociaux grandissant provoqués par le processus de paix, le Parti travailliste et le Likoud sont ensuite parvenus à un accord, qu'on a appelé l'accord Beilin-Eitan, sur l'avenir de la Cisjordanie et de la bande de Gaza [1997]. Selon cet accord, Israël acceptait la création d'un Etat palestinien quasi-souverain dans les Territoires occupés palestiniens. L'accord Beilin-Eitan a été la première référence politique à la volonté d'Israël d'annexer les blocs de colonies de Cisjordanie. (*)

Sans rien régler à l'agitation sociale ni à la crise parlementaire qu'elle avait provoquée, l'accord Beilin-Eitan a réalisé un nouveau consensus national.

Tous les principaux partis soutiennent encore ce consensus, y compris le Meretz libéral et le parti de droite Israel Beitenou. Les divergences entre ces partis portent sur : 1) dans quelle proportion Israël devra-t-il se retirer de la Cisjordanie ? ; et 2) le Fatah majoritaire est-il capable de gouverner l'Etat palestinien à créer ?

Les réponses à ces questions définissent les prises de position politiques défendues par les différents dirigeants politiques.

Par exemple, Ehoud Barak, président du Parti travailliste et ministre de la Défense, pense qu'Abou Mazen n'est pas capable de prendre le contrôle de l'Etat palestinien, mais qu'après un retrait israélien, le Hamas prendra de fait celui de la Cisjordanie, comme il l'a fait à Gaza. Par conséquent, Barak s'oppose à tout retrait israélien de Cisjordanie avant que de nouveaux dispositifs pouvant stopper les roquettes Qassam ne soient acquis.

Tous les principaux partis israéliens soutiennent le développement de ces dispositifs et les considèrent comme complémentaires au mur de séparation, mais seuls Barak et le Likoud conditionnent un retrait au développement de tels dispositifs. Selon *Ha'aretz* (19 octobre), il faudra au moins deux ans pour acquérir des missiles anti-Qassam.

La question de savoir quelle sera la part de territoire qui devra être annexée par Israël est également centrale pour l'appareil politique israélien. Les partis juifs orthodoxes *Shas* et *Israel Beitenou* ne sont pas prêts à faire des concessions sur le territoire municipal de Jérusalem. Les deux partis ont déclaré qu'ils quitteraient le gouvernement si la question de Jérusalem était intégrée dans une déclaration finale au sommet d'Annapolis. De plus, *Israel Beitenou* exige que le territoire à l'intérieur de la Ligne verte [Israël] et à l'est de Qalqilya et de Tulkarem - peuplé par de nombreux citoyens palestiniens d'Israël - soit inclus dans un Etat palestinien à titre d'échange de territoire.

Les Palestiniens se rappellent les courriers échangés en 1993 entre Yasser Arafat et Yitzhak Rabin, où Arafat reconnaissait l'Etat d'Israël dans les frontières d'avant 1967, renonçant à 78 % des exigences territoriales historiques palestiniennes. En conséquence, il n'y a plus de place aujourd'hui pour des concessions supplémentaires à Jérusalem, ou ailleurs dans les territoires occupés palestiniens.

Abou Mazen et le gouvernement de Salam Fayyad deviendront une minorité marginale dans le cas où ils accepteraient même la plus généreuse des propositions israéliennes. Ils perdront le soutien du Fatah et peut-être même la fidélité des forces armées, dont la Garde présidentielle, entraînées par des conseillers américains. Avec ce panorama politique, il est douteux que ce qui sépare les négociateurs palestiniens et israéliens se résorbe bientôt et que ce soit possible au sommet d'Annapolis. Pendant ce temps, la situation économique, sociale et politique des Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza continue de se dégrader rapidement.

Et pourtant, sans la résorption de ces divergences, il sera impossible pour les Etats-Unis de promouvoir une coalition des régimes pro-américains dans la région, que les dictatures appellent par euphémisme « les modérés », en opposition à la coalition Iran-Syrie-Hezbollah-Hamas.

La question est de savoir si Israël et les Etats-Unis agiront seuls contre la Syrie et l'Iran, écartant les alliés arabes des USA après avoir failli à réunir un sommet israélo-palestinien cet automne. La seule alternative sera que les Etats-Unis se tiennent tranquilles pour le temps restant à l'administration Bush.

Une autre question est : qu'arrivera-t-il au gouvernement Abou Mazen-Fayyad ? De nombreux signes montrent que le Fatah connaîtra une scission importante dans laquelle la base et la jeune génération du parti s'en prendront, peut-être militairement, à l'Autorité palestinienne. Il est possible que le peuple palestinien se retrouve dans une période de combats, une fois de plus. Mais cette fois, ce sera à l'intérieur du Fatah.

* **Voir notamment** : « *DU PLAN DE PARTAGE DE 1947 AU PLAN« ALLON PLUS »* », septembre 1997, de Jan de Jong, *Le Monde diplomatique* :

... Sur le plan politique aussi, 1997 marque une percée. En janvier, le chef de la fraction parlementaire du Likoud, M. Michaël Eitan, et l'ex-ministre Yossi Beilin, un des principaux dirigeants du Parti travailliste, concluaient un "accord national concernant les négociations sur le règlement final avec les Palestiniens". Ce document s'inscrivait dans la logique du texte contresigné, en mars 1996, par M. Yossi Beilin avec le négociateur palestinien Abou Mazen (Mahmoud Abbas), avec cette concession palestinienne cruciale : Israël pourrait incorporer les implantations où vivent 70 % des colons juifs, laissant 94 % de la Cisjordanie sous une autorité palestinienne dotée des apparences d'un Etat. Jérusalem-Est demeurerait sous souveraineté israélienne, mais les Palestiniens pourraient proclamer leur capitale, Al Qods, à Abou Dis, une banlieue située à l'est de Jérusalem.

L'acceptation par les Palestiniens de la thèse selon laquelle les colonies ne seraient pas incompatibles avec un compromis territorial a représenté un jalon sur la voie d'une réduction drastique de leurs aspirations territoriales dans l'accord Beilin-Eitan. Elle a poussé le gouvernement de droite israélien à revendiquer plus de 50 % de la Cisjordanie et à y exiger le maintien de toutes les colonies. [...]

Sergio Yahni

AIC

Du même auteur :

"Le processus de paix israélo-palestinien peut-il être relancé ?", 12 septembre 2007.

Sources [Info Palestine](#)

3-4 Point de vue de Moustapha Al-Barghouthi : «La conférence de paix n'est qu'une chimère».

Ancien ministre palestinien de l'Information, Moustapha Al-Barghouthi évoque les carences de la prochaine conférence de paix, qui doit se tenir en novembre, et les possibilités de dialogue entre le Fatah et le Hamas. Al-Ahram Hebdo : Une conférence internationale sur la paix au Proche-Orient doit se tenir en novembre aux Etats-Unis. Qu'attendent les Palestiniens de cette rencontre dont les contours et les objectifs restent flous ?

Moustapha Al-Barghouthi : Les Palestiniens n'attendent pas grand-chose de cette réunion. Car il ne s'agira pas d'une conférence, mais tout juste d'une réunion. On se détourne de l'idée d'une vraie conférence internationale, ayant pour piliers fondamentaux les résolutions des Nations-Unies, la légitimité et le droit international. Malheureusement, il n'est pas encore clair pour nous quels seront les textes de référence qui seront adoptés dans cette réunion et à quoi exactement on veut aboutir par sa tenue. Nous sommes très inquiets des tentatives de détournement du droit international et des résolutions des Nations-Unies concernant la cause palestinienne et nous craignons l'imposition d'un accord à un moment où le côté palestinien est extrêmement affaibli. Tout cela a été pour nous très visible lors des rencontres entre représentants israéliens et palestiniens. Israël est en train d'attiser et de profiter des actuelles divisions pitoyables dans les rangs palestiniens. Et il n'existe aucun indice indiquant que cette réunion peut apporter quoi que ce soit.

Or, il existe trois indices montrant qu'Israël a dès maintenant avorté toute possibilité d'aboutir à un dénouement acceptable pendant cette réunion. Il y a, d'abord, les déclarations des responsables israéliens. Le premier ministre Ehud Olmert a déclaré récemment qu'une période de 20 à 30 ans est nécessaire pour parvenir à une solution définitive. Lui et sa ministre des Affaires étrangères, Tzipi Livni, répètent à l'envi qu'il faut reporter toute discussion sur les dossiers liés à une solution définitive du problème israélo-palestinien. Ensuite, il y a le fait qu'Israël envahit les territoires palestiniens en moyenne 20 fois par semaine. Enfin, je relève l'annonce israélienne très dangereuse déclarant la bande de Gaza « entité hostile ». Cela veut dire en d'autres termes qu'il y aura un renforcement de la séparation entre la Cisjordanie et la bande de Gaza et, par la suite, la destruction de l'idée même d'un Etat palestinien indépendant. Nous pensons qu'Israël n'est pas un partenaire sérieux pour la réalisation de la paix. Les Israéliens veulent seulement gagner du temps et tromper l'opinion mondiale, alors que sur le terrain, ils ne cessent de renforcer leurs projets d'occupation.

— Mais ne pensez-vous pas que l'actuelle tournée au Proche-Orient de la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, peut apporter une note d'optimisme à ce sombre tableau ? Comment peut-on parler d'optimisme alors qu'Israël reçoit Condoleezza Rice avec l'annonce de la confiscation de 110 hectares de terres palestiniennes près de Jérusalem ? En même temps, Israël détruit sur le terrain toute possibilité de continuité géographique entre les différentes régions palestiniennes. Dans la réalité et à travers ses pratiques, Israël est en train de détruire la viabilité d'un Etat palestinien et, par conséquent, toute possibilité de paix.

C'est pour contrer ces politiques israéliennes que nous avons demandé à l'Autorité palestinienne de poser trois conditions à sa participation à la réunion de novembre. La première est qu'Israël cesse immédiatement ses travaux de construction de colonies. La deuxième est qu'il arrête la construction du mur raciste de l'Apartheid. La troisième condition est qu'il revienne sur sa décision de traiter la bande de Gaza comme une « entité hostile ».

— Mais ne pensez-vous pas que les Palestiniens, par la division entre le Fatah et le Hamas, facilitent la tâche de l'Etat hébreu, et qu'il leur faut d'abord s'entendre sur une position commune concernant un règlement de la question palestinienne ?

La situation interne a connu ces derniers jours une évolution positive, car pour la première fois depuis les pitoyables événements de juin dernier dans la bande de Gaza, nous avons pu réunir autour d'une même table des représentants du Fatah et du Hamas. Ceci a eu lieu lors d'une cérémonie d'hommage à la mémoire de l'éminente figure de la lutte nationale palestinienne, Haïdar Abdel-Chafi. Nous nous sommes réjouis de cette rencontre, car elle a brisé la glace qui était en train de se créer. Nous poursuivons nos efforts et œuvrons dans le sens du recouvrement de notre unité nationale, car nous ne pouvons pas concevoir la Palestine autrement. Certains ont peut-être eu l'illusion qu'il serait possible de parvenir unilatéralement — de la part de l'Autorité palestinienne — à des accords avec Israël. J'ai l'impression que ces illusions commencent à se dissiper maintenant et que les parties palestiniennes sont en train de retrouver leur lucidité et leur capacité de discernement. Et c'est aussi à cause de cela que nous espérons que l'Autorité palestinienne acceptera les propositions que nous lui avons faites concernant les conditions de sa participation à la réunion de cet automne.

— Vous présidez l'« Initiative nationale palestinienne », une association qui lutte contre l'occupation israélienne. La société civile palestinienne, dont vous êtes l'un des porte-parole, ne doit-elle pas jouer un rôle pour rapprocher le Fatah et le Hamas et contribuer ainsi à retrouver l'unité nationale ?

Nous avons déjà annoncé une « Initiative de salut national » et

engageons un dialogue continu avec toutes les parties pour la mettre en pratique. Cette initiative est formée d'un certain nombre de points et demandes que les parties doivent respecter. La première est l'arrêt immédiat des campagnes médiatiques que les parties mènent les unes contre les autres. Le deuxième point est l'élaboration d'une charte commune et provisoire de référence que doivent approuver toutes les parties. Le troisième point est la dissolution des deux gouvernements actuellement en place dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, et la constitution d'un gouvernement indépendant et transitoire approuvé par toutes les parties et qui pourra agir en vue d'unifier à nouveau la Cisjordanie et la bande de Gaza des points de vue politique et administratif. Enfin, nous avons proposé une réforme des appareils sécuritaires en éliminant l'aspect d'affiliation aux partis politiques. Nous avons des conceptions claires sur la stratégie devant être adoptée par le peuple palestinien et essayons de la présenter à toutes les parties concernées. Mais il faut aussi dire qu'Israël et certaines parties de la communauté internationale exercent des pressions sur l'Autorité palestinienne pour qu'elle ne reprenne pas le dialogue avec les autres factions de l'échiquier politique palestinien, et c'est aussi pour cette raison que nous devons redoubler nos efforts de médiation. J'ai l'impression que lorsque les parties palestiniennes découvriront que la réunion de cet automne n'est qu'une chimère, cela nous aidera à les convaincre de la nécessité d'un retour au dialogue national.

Propos recueillis par [Randa Achmawi](#)

<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2007/10/17/invi0.htm>

Al-Ahram Hebdo Semaine du 17 au 23 octobre 2007, numéro 684

3-5 Point de vue de Bernard Ravenel : Conférence de paix ou conférence de guerre ?

Les Etats-Unis ont fixé l'objectif réel de cette rencontre : constituer un système diplomatique d'alliances entre Israël et les Etats "modérés" arabes - les alliés sunnites - et l'Autorité nationale palestinienne (ANP) face à l'Axe du Mal représenté par l'Iran, la Syrie, le Hezbollah et le Hamas.

L'annonce le 16 juillet par le président Bush d'une « Conférence internationale pour relancer le processus de paix israélo-arabe » [1] et l'arrivée de Tony Blair au Moyen-Orient comme « émissaire de paix » du quartette ont créé l'image d'une initiative de paix qui pourrait changer la situation explosive dans la région. Une énorme couverture médiatique internationale et une profusion de rencontres diplomatiques veulent accréditer cette perspective aux yeux d'une opinion publique internationale inquiète de la situation.

En réalité se profile un processus qui pourrait être le prologue, non pas de la paix mais d'une aggravation des tensions qui affligent la région. En clair, non pas un processus de paix, mais un processus de guerre...

Au Moyen-Orient plus qu'ailleurs, les mots comptent. Le mot « conférence » en particulier. Ce mot, surtout s'il est suivi de l'adjectif « internationale », suggère une grande rencontre internationale sous l'égide de l'ONU, impliquant par conséquent toute la communauté internationale (celle des Etats) et posant la question du respect du droit pour rétablir la sécurité collective menacée. En revanche, le mot « réunion » suppose une rencontre limitée, de préférence entre amis, sur invitation sélective établie par un Etat (ou plusieurs) comme puissance invitante. C'est le cas du G8, par exemple.

Conférence ou réunion ?

Alors que la presse parle à tous vents de « conférence internationale », d'un "nouveau climat de confiance qui s'instaurerait entre négociateurs israéliens et palestiniens" [2], une lecture attentive des déclarations américaines et israéliennes sur ce point ont vite fixé les termes utilisés et, par conséquent, le contenu attendu par la puissance invitante, les Etats-Unis.

Pour caractériser son initiative, George W. Bush, a utilisé le mot « réunion », et les autorités israéliennes se sont empressées de préciser qu'il s'agit bien d'une « réunion » qui sera présidée par Condoleezza Rice. Deux jours après, le Quartette salue « l'appel du président George W. Bush » à une « réunion internationale sur le Proche-Orient » après que la Maison blanche, probablement sur pression israélienne, a assuré la veille qu'il ne s'agit pas d'une « grande conférence de paix » mais d'une réunion pour « essayer de trouver les moyens de construire des institutions fondamentales et essentielles pour les Palestiniens qui vont leur permettre de s'administrer eux-mêmes et d'avoir une démocratie » [3] .

Par ces précisions sémantiques et par la nomination de Tony Blair comme envoyé spécial du Quartette, mais sans mandat plus large que celui de ses prédécesseurs [4] , mais aussi par la nature des invités prévus - et des non invités (par exemple la Syrie...) - Pendant ce temps, les médias continuent de faire la promotion de cette "conférence" censée relancer le "processus de paix"...

Une diplomatie militarisée

Une semaine après l'annonce de l'initiative américaine, les « efforts de paix » des Etats-Unis s'intensifient. Ceux-ci décident d'approvisionner l'Arabie Saoudite et ses cinq voisins sunnites du Golfe (Qatar, Bahrein, Koweït, Oman, Emirats arabes unis - EAU) avec un arsenal d'armes de 20 milliards de dollars. Et, pour rétablir l'équilibre avec les amis arabes, ils donnent 13 milliards de dollars à l'Egypte dans les dix prochaines années. De son côté, pour la même période, Israël « affrontera la menace » avec un paquet de 30 milliards de dollars d'armements les plus sophistiqués.

Si on ne peut affirmer que cet « effort » consolidera automatiquement la paix, on peut être sûr au moins qu'il consolidera durablement les industries américaines d'armement. Selon Condoleezza Rice, « l'objectif est d'aider les forces de modération et de soutenir une stratégie plus globale visant à contrôler les influences négatives d'Al Qaïda, du Herzollah, de la Syrie et de l'Iran » [5]. On le voit, l'exportation de la démocratie au Moyen-Orient n'est plus à l'ordre du jour. Dans l'immédiat, l'enjeu est d'amener l'Arabie saoudite à participer à la rencontre de novembre.

Le projet israélo-américain pour la Palestine

Après avoir annoncé ses milliards de dollars pour les pays arabes amis, Condoleezza Rice n'a pas oublié d'apporter un cadeau au Président Mahmoud Abbas et au gouvernement ad interim de Salam Fayyad. A l'issue d'entretiens à Ramallah, la secrétaire d'Etat américaine a signé un accord par lequel Washington s'engage à affecter 86 millions de dollars « pour permettre à l'ANP de réformer ses propres services de sécurité » [6] - en clair, à garantir la sécurité d'Israël et accroître les tensions internes palestiniennes.

Mais cet acquis, qui n'aidera pas à améliorer le fonctionnement de l'administration palestinienne, ce qui est pourtant l'objectif officiel de la « réunion internationale », a eu sa contrepartie : la prise en considération de « l'accord sur les principes » pour la création de l'Etat palestinien proposé par Ehud Olmert en réponse au plan de paix de la Ligue arabe. En effet, dès le 25 juillet, Ehud Olmert avait montré sa volonté de prendre le contre-pied de l'initiative de la Ligue arabe. D'un ton péremptoire, le Premier ministre israélien précise que « si les autres Etats, comme l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, veulent donner leur aide, ils sont les bienvenus. Mais nous ne resterons pas sans agir. Nous sommes les guides qui prennent l'initiative parce que nous croyons que le processus de paix sert les intérêts d'Israël. » [7]

En fait, nous sommes, sous une forme légèrement modifiée, face à l'idée israélo-américaine bien connue, d'un Etat palestinien, sans souveraineté réelle et aux frontières provisoires, qui devrait voir le jour dans les principaux districts administratifs de la Cisjordanie - déjà transformés par l'occupation en bantoustans en attendant que des négociations futures définissent le « statut permanent » de ces territoires. Ehud Olmert veut une approche graduelle : dans une première phase, celle de « l'accord sur les principes » (qui rappelle la « déclaration des principes » de 1993), devraient être abordées les questions les plus simples - exemple, les rapports économiques entre Israël et le futur Etat de Palestine [8] ou la libération d'un certain nombre de prisonniers politiques. Les questions les plus complexes - Jérusalem, droit au retour des réfugiés palestiniens, frontières permanentes, utilisation des ressources naturelles (eau,...) - devraient attendre la phase finale de la négociation.

Une fois acquis l'accord sur les principes, ce modèle serait soumis par Mahmoud Abbas à l'évaluation des Palestiniens à travers des élections politiques. Ehud Olmert de son côté s'adresserait à la Knesset pour demander un vote favorable.

Ce projet d'Ehud Olmert reprend le mythe d'une restitution de 90% de la Cisjordanie, déjà évoqué en 2000 à Camp David par Ehud Barak. Selon des « indiscretions » de la presse israélienne, Ehud Olmert accepterait la constitution d'un Etat palestinien sur 90% de la Cisjordanie et de la bande de Gaza qui seraient reliées entre elles par un long tunnel pour assurer la continuité territoriale. Ces 90%, s'ils étaient déjà une illusion en 2000, le sont encore plus aujourd'hui. Depuis 2002, le Mur a annexé de fait à Israël environ 10% de la Cisjordanie et il faut ajouter à cela qu'Ehud Olmert ne renoncera ni au Grand Jérusalem (qui s'étendra sur 4 à 5% de la Cisjordanie) ni à l'absorption de la plus grande partie des colonies, ni au contrôle d'une partie de la vallée du Jourdain et des grandes artères routières réservées aux colons, ni à la supervision des passages aux frontières. In fine, les 90% de l'accord sur les principes deviennent les 50-60% de la Cisjordanie pour des raisons dites « de sécurité » : un territoire en lambeaux sur lequel le quartette entend hisser sous les applaudissements de la presse internationale réunie à cet effet le drapeau de l'Etat de Palestine.

Quant à la demande des Palestiniens de proclamer leur capitale à Jérusalem-Est, elle pourrait être « résolue » en attribuant à l'ANP quelques quartiers arabes périphériques et en laissant à Israël le contrôle des zones les plus importantes, comme la Vieille Ville et ses Lieux saints, y compris l'Esplanade des Mosquées [9].

Voilà comment, avec ce plan israélo-américain d'un Etat palestinien sans souveraineté, Israël cherche à gagner du temps. Pour sa part, Mahmoud Abbas a demandé que l'accord-cadre proposé se rapproche autant que possible d'un véritable plan de paix. « L'important est que nous débouchions sur un résultat et que nous sachions quel sera l'aboutissement final », a-t-il déclaré. « En ce qui concerne les phases d'application, nous pourrions en discuter plus tard. » [10] En clair, l'ANP ne veut pas rééditer Oslo avec une période intermédiaire avant de fixer le statut final des territoires occupés. Or Olmert veut exactement l'inverse.

Le vrai plan d'Ehud Olmert se révèle dans les actes et se limite à la libération de 250 Palestiniens (sur 11000, dont plusieurs ministres et de nombreux élus) et à la livraison d'armes aux forces loyales à Mahmoud Abbas. Son « plan de paix » se résume à renforcer militairement Mahmoud Abbas dans sa lutte contre la « terreur ». Mais à une condition : ne pas parler avec le Hamas

Une conférence de guerre

Tout le monde sait, y compris Etats-Unis et Israël, que la formule territoriale proposée pour la Palestine par cette réunion, s'appuyant sur la division de la Palestine et sur l'isolement du Hamas, ne peut que mener au désastre et

générer une autre guerre. Quand les Etats-Unis et Israël, ou le Quartette - qui a d'ailleurs été créée pour enlever tout rôle à l'ONU - prétendent enclencher un processus de paix sans chercher l'unité palestinienne, sans inclure le Hamas, ils fabriquent sciemment la recette, non seulement pour perpétuer le conflit, mais pour le transformer en guerre permanente doublée d'une guerre civile.

Le problème n'est pas, comme Israël et ses amis le prétendent dans les médias, de renforcer Mahmoud Abbas, il est d'accentuer son isolement politique pour le décrédibiliser davantage aux yeux de la société palestinienne. Israël n'envisage en aucune manière de négocier sérieusement et estime au contraire que les circonstances actuelles en Palestine créent une opportunité exceptionnelle qu'il faut savoir saisir pour tenter de liquider « définitivement » le mouvement national palestinien. Et cela commence par la liquidation, directe ou indirecte, du partenaire le plus « crédible ».

L'objectif réel de cette réunion se clarifie si on la re-situe dans la stratégie générale américaine.

La stratégie américaine et sa dimension nucléaire

Les échecs successifs de l'administration Bush, dans sa tentative de construire le Grand Moyen-Orient, en Afghanistan, en Irak et indirectement au Sud-Liban, ainsi qu'aux Etats-Unis même avec le changement de majorité aux deux chambres, l'ont amenée à tenter de reconquérir sa crédibilité stratégique par d'autres formes de guerre. D'où un réexamen des priorités américaines sur le plan régional, mais aussi sur le plan global dans la mesure où le Moyen-Orient est considéré comme une zone de crise globale. L'émergence de la question iranienne a contraint les Etats-Unis à modifier leur tactique, sinon leur stratégie.

Pour la fonder, une nouvelle approche a été mise en place qui oppose un « Axe de modération » à un « Axe du Mal ». L'axe de modération est essentiellement composé d'Israël (sic), des pays à majorité sunnite et de l'ANP. L'axe du Mal est représenté par l'Iran, la Syrie, le Hezbollah et le Hamas. A partir de cette grille de lecture, s'est définie une nouvelle stratégie d'alliances à deux faces : diplomatique d'abord avec la constitution d'un "quartette arabe" (Arabie Saoudite, Egypte, EAU), qui doit s'opposer à l'Iran ; militaire ensuite avec une accélération de la course aux armements, à la fois contre l'Iran, mais aussi contre ceux qui seraient susceptibles de soutenir l'Iran, à savoir la Russie (installation d'un bouclier anti-missiles en Pologne et d'un système radar en République tchèque).

Une mention spéciale doit être faite à propos de l'accord de coopération nucléaire qui vient d'être signé, le 3 août, entre les Etats-Unis et l'Inde, pays non signataire du TNP. Cet accord, qui torpille de fait la prochaine conférence de révision du TNP de 2010, et qui s'accompagne pour l'Inde d'achat d'armes pour dix milliards de dollars pendant dix ans, va permettre un développement considérable de l'arsenal nucléaire indien. Il n'a qu'une seule et contraignante logique : une alliance nucléaire stratégique contre la Chine et l'Iran (avec l'inconnue du Pakistan). Cette alliance s'insère plus largement dans une architecture asiatique dominée par les Etats-Unis avec l'Inde, le Japon et Israël.

En liquidant ainsi le TNP, les Etats-Unis légitiment toujours davantage les armes nucléaires, y compris celles fabriquées par un pays non-adhérent au TNP et dessinent un nouveau contexte stratégique. On invente dans le cas de l'Irak, on instrumentalise dans le cas de l'Iran, une menace nucléaire, pour justifier les projets de fourniture de technologie nucléaire à l'Inde, mais aussi à l'Arabie saoudite, à l'Egypte, ou de systèmes de défense anti-missiles et d'armes spatiales. On transforme ainsi un « Grand Moyen Orient » en Far-West nucléaire. Du même coup, la lutte contre la prolifération nucléaire change de nature : les Etats-Unis ne prévoient de la mener que si cette prolifération est le fait de leurs ennemis du moment pour lesquels ils préparent une contre-prolifération utilisant des armes conventionnelles et nucléaires. Dans la foulée, George W. Bush vient de demander, face à la « menace iranienne », des financements supplémentaires pour une nouvelle tête nucléaire... En un mot, si le pétrole est le mobile des guerres au Moyen-Orient, le nucléaire en est toujours plus le moteur.

Dans le cadre de cette stratégie de confrontation visant l'Iran, les Etats-Unis, tirant les leçons de l'Irak, veulent d'abord neutraliser les alliés de la république islamique que sont à leurs yeux la Syrie, le Hezbollah et le Hamas. Ce qui détermine l'approche américaine de l'enjeu palestinien. Mais ce qui détermine aussi l'importance d'une négociation secrète entre Syrie et Israël pour tenter un compromis entre ces deux pays qui permettrait de casser l'alliance avec l'Iran et d'isoler le Hezbollah et le Hamas. [11]

Ainsi pour les Etats-Unis, la priorité n'est pas la Palestine mais l'Iran, et pour cela il faut rassurer leurs amis arabes en faisant semblant d'amorcer un processus de règlement du problème palestinien pour mieux souder le bloc anti-iranien.

La mobilisation internationale contre cette politique

De toute cette logique folle, même la majorité des Etats arabes poussés par leurs opinions publiques est de plus en plus consciente et se prononce de fait pour un dialogue avec le Hamas.

En Europe, la prise de conscience que cette réunion n'a aucune chance de faire progresser la paix mais plutôt qu'elle risque de mettre le feu aux poudres semble se préciser. Elle s'est affirmée au Parlement européen. Elle a connu aussi une nouvelle étape avec la prise de position des dix ministres des Affaires étrangères des dix pays méditerranéens de l'Union européenne (lettre à Tony Blair). Cette brèche s'est élargie avec la récente prise de position de Romano Prodi confirmant les propos de son ministre des Affaires étrangères, Massimo d'Alema, prônant un dialogue avec le Hamas.

Mais c'est surtout la prise de position, le 13 août, de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des Communes du Royaume Uni qui constitue l'événement. En effet, ce document critique unanimement le boycott du Hamas comme contre-productif et exhorte Tony Blair à s'activer personnellement pour le dialogue entre le Hamas et le Fatah dans le but d'encourager un nouveau gouvernement d'union nationale.

Plus encore, le document critique la feuille de route imposée par les Etats-Unis et s'ajustant trop sur les exigences d'une seule partie, Israël... Venant du pays de Tony Blair, l'allié le plus étroit des Etats-Unis, c'est une révolution. [12]

Il faudra bien que la France officielle se prononce elle aussi contre cette réunion convoquée par George W. Bush et qu'elle défende clairement la nécessité d'une conférence globale sous l'égide de l'ONU, seule susceptible d'enclencher un vrai processus de paix fondé sur le droit international. Tel doit être l'objectif immédiat du mouvement de solidarité. Guerre ou droit, rarement cette vérité n'est apparue aussi dramatiquement évidente.

Bernard Ravenel

18 Octobre 2007

Sources [AFPS](#)

Posté par Adriana Evangelizt

3-6 Zighalar est d'avis que l'occupation est la plus mauvaise de l'histoire.

Le rapporteur de la commission internationale des droits de l'homme et de l'alimentation à l'UNO John Zighalar a lancé une forte attaque contre l'état de l'occupation israélienne en indiquant que cette entité sioniste est la seule occupation qui refuse la loi internationale.

Il a dit lors d'une déclaration télévisée que la situation dans les territoires palestiniens est catastrophique à cause de la mauvaise occupation israélienne.

Il a ajouté que l'entité sioniste est un régime colonial raciste et une occupation militaire illégale selon les lois et bases de l'ONU, et qu'elle représente la plus mauvaise colonisation de l'histoire.

Zighalar a poursuivi que l'occupation israélienne a propagé la famine mais a échoué à mettre fin à la résistance.

Dans le même contexte, il a montré qu'il ne peut pas comprendre la connivence de l'Union Européenne et le soutien illimité des Etats-Unis à l'occupation israélienne.

Le responsable international a dit que l'UE doit réaliser ses principes et que l'Europe a tourné le dos à ses principes après avoir refusé de reconnaître les résultats des élections législatives palestiniennes libres et la victoire du mouvement Hamas.

Il a affirmé que la situation humanitaire dans la bande de Gaza et en Cisjordanie est très difficile. La bande de Gaza est devenue une grande prison avec plus d'un million et demi de Palestiniens à cause du blocus israélien sévère et injuste.

Au sujet de la position de l'ONU envers la cause palestinienne, il a dit qu'elle est faible en s'interrogeant :

"Pourquoi l'ONU reste-t-elle membre du Quartet international alors qu'elle ne peut rien faire ?"

Enfin, il a conclu que le Quartet international trompe le monde en appelant l'ONU à adopter une politique qui oblige l'occupation à respecter les droits de l'homme.

Source : [New York – CPI 28-10](#)

3-8 Point de vue de Ron Bousso (AFP) : Israël pourrait payer le prix fort pour une offensive dans la bande de Gaza.

Si l'armée israélienne met à exécution ses menaces de vaste offensive dans la bande de Gaza contrôlée par les islamistes du Hamas, elle devra faire face à une résistance sans précédent de la part d'une armée de combattants aguerris et bien équipés, estiment des responsables.

Le nombre relativement élevé de pertes israéliennes durant de récents raids dans la bande de Gaza, avec la mort de trois soldats et de dizaines de blessés, illustre le fait que les activistes palestiniens ont mis au point de nouvelles tactiques et armes.

Des experts estiment que l'armée israélienne serait confrontée à des roquettes anti-chars, à des mines, et à des combattants aguerris, déployés dans des tranchées et des positions bien fortifiées.

Une vaste offensive semble toutefois inéluctable alors que les attaques terrestres et aériennes des derniers mois n'ont pas permis de mettre un terme aux tirs de roquettes de la bande de Gaza vers le territoire israélien.

Le ministre israélien de la Défense Ehud Barak a averti mardi que "chaque jour qui passe nous rapproche d'une vaste opération à Gaza".

Mais le Premier ministre Olmert, qui mène des négociations intensives avec le président palestinien et chef du Fatah Abbas en vue d'une réunion internationale prévue le mois prochain aux Etats-Unis, a pour le moment refusé de donner son feu vert.

"D'un point de vue militaire, chaque minute qui passe est une perte de temps. Mais des considérations politiques telle que l'approche de la réunion de paix internationale ont reporté le lancement d'une opération", affirme le général de réserve Jacob Amidror.

Ehud Olmert hésiterait également en raison des pertes qu'une telle opération pourrait provoquer alors que sa cote a été sérieusement affectée par la guerre au [Liban](#) contre le Hezbollah de l'été de l'an dernier.

Des hauts responsables de sécurité israéliens estiment que le Hamas, qui a pris le contrôle de la bande de Gaza en juin, s'est doté d'une force militaire basée sur le savoir-faire iranien et des tonnes d'armes passées en contrebande par des tunnels à partir de l'Égypte.

"Le Hamas s'arme. Nous ne l'ignorons pas et nous le ressentons sur le terrain", a affirmé lundi le commandant de la région de Gaza, le général Moshé Tamir.

La supériorité militaire d'Israël en équipement, hommes et expertise pourrait toutefois être battue en brèche par quelque 8.000 militants du Hamas entraînés à la guérilla sur le modèle du Hezbollah libanais.

Pour se préparer à une possible offensive israélienne, qui se traduirait par une attaque de chars et des raids aériens, le Hamas a renforcé ses défenses.

"Le Hamas creuse des tranchées, construit des fortifications et des tunnels. Ils ont disséminé des mines", a souligné lundi le chef du Shin Beth, le service de sécurité intérieure israélien, Youval Diskin.

Le Hamas a également créé des ateliers de productions d'armes en utilisant les 70 tonnes d'explosifs passés en contrebande depuis l'Égypte, selon Youval Diskin.

Le Hamas dispose "d'une chaîne de commandement, de régiments et brigades bien entraînés. Il met au point des programmes d'entraînement avec des activistes de retour de longues périodes de formation en Iran et dans d'autres pays", a poursuivi le chef du Shin Beth.

Israël a lancé sa dernière offensive à Gaza en juin 2006 à la suite de l'enlèvement d'un soldat israélien en bordure du territoire. Plus de 400 Palestiniens et trois soldats israéliens y ont été tués.

Mais la prochaine offensive pourrait être beaucoup plus meurtrière pour les deux parties, estime Jacob Amidror.

"L'armée devra utiliser beaucoup plus de force. Le prix sera payé par la population de Gaza car Israël se prépare pour une guerre contre une force qui dispose d'armes sophistiquées et qui est bien retranchée", affirme à l'AFP ce général de réserve.

Source : Ron BOUSSO AFP - Mercredi 31 octobre.

3-9 Analyse de Sabbah : Apartheid israélien : Saviez-vous ?

Au cas où nous oublierions, ci-dessous, un rappel des faits au sujet de l'état-voyou qu'est l'Apartheid Israël avec la complicité de la communauté internationale et en particulier, les États-Unis.

Saviez-vous ?

... Que les Israéliens non juifs ne peuvent pas acheter ou louer des terres en Israël

... Que les plaques d'immatriculation palestiniennes en Israël sont un code de couleur pour distinguer les Juifs des non-Juifs

... Que Jérusalem, que ce soit Jérusalem Est et Ouest, est considérée par l'ensemble de la communauté mondiale, y compris par les États-Unis, comme un territoire occupé et non une partie d'Israël.

... Qu'Israël attribue 85% des ressources en eau aux Juifs et les 15% restants sont répartis entre l'ensemble des Palestiniens dans les "territoires"? Par exemple, à Hébron, 85% de l'eau est donnée aux environ 400 colons, alors que 15% doivent être répartis entre les 120000 Palestiniens d'Hébron.

... Que les États-Unis accordent à Israël 5 milliards de dollars d'aide chaque année. Voici un bref extrait du documentaire "Occupation 101," abordant l'aide américaine à Israël

... Que chaque année l'aide américaine à Israël est supérieure à l'aide accordée par les États-Unis à l'ensemble du continent africain.

... Qu'Israël est le seul pays du Moyen-Orient à posséder l'arme nucléaire.

... Qu'Israël est le seul pays du Moyen-Orient qui refuse de signer le traité de non-prolifération nucléaire et interdit les inspections internationales de ses sites.

... Qu'Israël occupe actuellement le territoire de deux États nations souverains (le Liban et la Syrie) au mépris des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies

... Que depuis des dizaines d'années, Israël a régulièrement envoyé des assassins dans d'autres pays pour tuer ses ennemis politiques

... Que des militaires de haut rang dans les Forces d'Occupation Israéliennes ont admis publiquement que des prisonniers de guerre non armés ont été exécutés par les FOI

... Qu'Israël refuse de poursuivre en justice ses soldats qui ont reconnu avoir exécuté des prisonniers de guerre..

... Qu'Israël confisque régulièrement des comptes bancaires, des entreprises et des terres, et qu'il refuse de verser des indemnités à ceux qui souffrent de la confiscation.

... Qu'Israël a fait sauter un bâtiment diplomatique américain en Égypte et attaqué un navire américain dans les eaux internationales, tuant 33 marins américains et blessant 177 autres

... Que le second plus puissant lobby aux États-Unis, d'après un récent sondage réalisé par le magazine Fortune auprès des initiés de Washington, est le Lobby israélien l'AIPAC.

... Qu'Israël méprise 69 résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies

... Qu'aujourd'hui Israël se tient sur les anciens sites de plus de 400 villages palestiniens maintenant disparus, et que les Israéliens ont rebaptisé presque chaque site physique dans le pays pour dissimuler les traces.

... Que ce n'est qu'en 1988 que les Israéliens ont été interdits de publier des offres d'emploi "Pour Juifs seulement"

... Que quatre premiers ministres israéliens, Begin, Shamir, Rabin et Sharon, ont pris part à des attentats à la bombe contre des civils, des massacres de civils, ou à des expulsions forcées de civils de leurs villages

... Que le Ministère israélien des Affaires Etrangères paie deux entreprises américaines de relations publiques afin de promouvoir Israël auprès des Américains

... Que dans le gouvernement israélien, il existe un parti qui prône l'expulsion de tous les Palestiniens des territoires occupés

... Que la construction de colonies de peuplement a augmenté rapidement depuis Oslo

... Que la construction de colonies sous Barak a doublé par rapport à la construction de colonies sous Netanyahu

... Qu'Israël a dédié un timbre à un homme qui a attaqué un autobus transportant des civils et tué plusieurs personnes

... Que des documents récemment rendus public montrent que David Ben Gourion, au moins dans certains cas a approuvé de l'expulsion des Palestiniens en 1948.

Nous entendons souvent parler de la générosité d'Ehud Barak à propos d'un prétendu retour de 95% des territoires palestiniens occupés. Lorsque les Palestiniens ont refusé, ils ont été blâmés pour "avoir raté une occasion." Les Palestiniens ont déjà accepté l'existence d'Israël sur 78% de ce qui était la Palestine. Pour ceux qui utilisent l'argument de la Bible : Dieu dit à Abraham, "*A ta progéniture, je donnerai ta terre.*" Abraham avait deux fils. Ismael - le fils Arabe, et Isaac, le fils juif. Donc, même si on veut parler de la Bible, la terre appartient aux deux.

... Que les Chrétiens palestiniens sont considérés comme les "pierres vivantes" de la chrétienté, car ils sont les descendants directs des disciples de Jésus Christ.

... Que, malgré l'interdiction de la torture par la Haute Cour de Justice israélienne, les interrogateurs du Shin Bet continuent d'utiliser la torture sur les prisonniers palestiniens

... Que les réfugiés palestiniens constituent la plus grande partie de la population réfugiée au monde

NON, MAINTENANT VOUS SAVEZ !

QUE POUVEZ-VOUS FAIRE ?

LE MOINS QUE VOUS PUISSIEZ FAIRE, C'EST DE LE FAIRE SAVOIR AUX AUTRES!

Sabbah

Mardi 30 Octobre 2007

Source : <http://sabbah.biz>

Traduction : MG pour ISM

Sources [ISM](#)

3-10 El Hassan bin Talal : UE : un rôle payant au Moyen-Orient.

L'aide financière de l'Europe a-t-elle œuvré au rapprochement de la perspective de la paix ?

La politique de l'Union européenne au Moyen-Orient est le test décisif de sa politique étrangère et de sa politique de sécurité. De nombreux Européens partagent cet avis, mais, alors que l'UE envisage d'entrer dans l'arène des pourparlers de paix du Moyen-Orient, elle doit affronter le quolibet de l'ancien Premier ministre israélien Ariel Sharon selon lequel "*vous êtes des payeurs, pas des acteurs*".

Pourtant, la contribution potentielle de l'Europe ne devrait pas être sous-estimée. La contribution financière de l'Europe au Moyen-Orient a été consistante et impressionnante. Entre 1995 et 1999, elle a dépensé environ 3,4 milliards d'euros dans la région, auxquels la Banque d'investissement européenne a ajouté 4,8 milliards sous forme de prêts. De 2000 à 2006, l'Europe a dépensé 5,35 milliards d'euros de plus, et la BIE a approuvé 6,4 milliards d'euros de prêts. Cette année, la Commission européenne a engagé 320 millions rien qu'en Palestine. Ca, c'est pour le côté payeur. Mais l'aide financière de l'Europe a-t-elle œuvré au rapprochement de la perspective de la paix ? L'Autorité palestinienne a reçu plus d'aide par personne que l'Europe d'après-guerre dans le cadre du plan Marshall, et pourtant le tournant du conflit israélo-palestinien a contrecarré les espoirs d'un cadre euro-méditerranéen plus vaste, qui permettrait une politique de dialogue et d'investissement permettant de réelles améliorations dans la vie de millions de personnes.

Il est absolument évident que la paix au Moyen-Orient ne naîtra pas de projets. Elle émergera plutôt d'un concept intéressant des besoins existentiels. Une charte de stabilité traitant des préoccupations des gens en termes de propriété terrienne, d'économie, de démographie et de coopération supranationale doit former le noyau des dialogues et investissements futurs. Pour que la paix prenne racine, des intérêts régionaux à long terme doivent supplanter les programmes nationaux. C'est cette philosophie multilatérale vitale que l'Europe doit promouvoir.

Je pense qu'un pacte de stabilité pour la région pourrait contribuer à égaler ce qui a été mené à bien dans les Balkans il y a dix ans. Un modèle de lois internationales, auquel se conformeraient tous les acteurs, d'État ou non, est essentiel. Ceux qui enfreignent les lois internationales doivent savoir que le Moyen-Orient est soumis aux mêmes normes que les autres régions, et que les principes de démocratie appartiennent autant à son peuple qu'à ceux de nations plus développées politiquement.

Le Moyen-Orient a un besoin urgent de soutien pour créer une charte de stabilité régionale englobant les codes de conduite, les objectifs de coopération régionale et les mécanismes d'un fond de cohésion régionale, afin de s'attaquer au sous-développement et financer de nouvelles infrastructures. Les complémentarités entre des pays riches en ressources humaines et les États producteurs de pétrole devraient être exploitées, et les

investissements dérivés de l'énergie doivent être détournés des anciens marchés de l'Occident vers les arrière-pays du Golfe. Le résultat ultime serait un Moyen-Orient interdépendant, favorisant la stabilité et nourrissant la croissance.

Le Moyen-Orient secoué par la crise a besoin de plus que d'une armée pour mettre un terme aux affrontements et aux souffrances, une réalité qui a été reconnue lors de précédents conflits dans le monde entier. Le processus d'Helsinki, qui a émergé des tensions de la Guerre froide, concernait la sécurité de base, ainsi que des sujets économiques et sociaux. Il avançait que les peuples d'Europe ne pouvaient pas être divisés en termes de dignité humaine.

La reconnaissance des droits culturels et des normes humanitaires a étayé l'activité d'individus courageux comme Václav Havel, qui savait qu'un avenir meilleur n'est pas seulement possible mais primordial. Dans tous les conflits, les droits humains figurent parmi les premières victimes, et au Moyen-Orient la dégradation de la dignité humaine a aujourd'hui défait les conventions internationales conclues depuis plusieurs générations. Nous devrions nous référer au processus d'Helsinki pour nous montrer comment récupérer ce qui a été perdu. Au vu de l'accent mis aujourd'hui sur l'action militaire dans le cadre de la soi-disant "guerre contre le terrorisme," la nécessité d'une conférence pour discuter des affaires militaires et de sécurité, associée à une charte de stabilité, devient urgente. Un programme régional d'identification des priorités doit être mis en place, basé sur une stratégie en trois parties, qui comprend des politiques de l'énergie et de l'eau, le contrôle des armes et la réduction de la dette.

Les contributions de l'Europe au Moyen-Orient ont été remarquables. Les financements de l'UE et d'États-membres ont contribué à soulager des souffrances, et les efforts compatissants de construction communautaire par des individus et des organismes européens ont souligné la réelle proximité de tous ceux qui partagent une histoire méditerranéenne commune. Il est vital que l'expérience, l'engagement et l'héritage d'espoir de l'Europe soient encadrés dans une vision du Moyen-Orient qui devienne un modèle pour son avenir.

le Prince Hassan bin Talal est le président de l'"Arab Thought Forum" et président honoraire de la Conférence mondiale des religions pour la paix.

[Project Syndicate](#)

Sources [Info Palestine](#)

Posté par Adriana Evangelizt